



20.3133

Motion WAK-N.

Smart Restart

Motion CER-N.

Smart Restart

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.05.20

20.3134

Motion WAK-N.

**Etappierte Aufhebung
des gastgewerblichen Stillstands**

Motion CER-N.

**Reprise par étapes de l'activité
des entreprises du secteur
de l'hôtellerie et de la restauration**

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.05.20

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.06.20

20.3136

Motion WAK-N.

**Wiederherstellung
der bundesstaatlichen Kompetenzordnung
und einer funktionierenden Wirtschaft
und Gesellschaft**

Motion CER-N.

**Rétablissement
des compétences ordinaires
de l'Etat fédéral et du fonctionnement
de l'économie et de la société**

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.05.20





Antrag der Mehrheit

Annahme der Motionen 20.3133, 20.3134 und 20.3136

Antrag der Minderheit

(Wermuth, Badran Jacqueline, Baumann, Bendahan, Birrer-Heimo, Michaud Gigon, Ryser, Rytz Regula)
Ablehnung der Motion 20.3133

Antrag der Minderheit

(Rytz Regula, Badran Jacqueline, Baumann, Bendahan, Bertschy, Birrer-Heimo, Michaud Gigon, Ryser, Wermuth)
Ablehnung der Motion 20.3134

Antrag der Minderheit

(Bendahan, Badran Jacqueline, Baumann, Bertschy, Birrer-Heimo, Michaud Gigon, Ryser, Rytz Regula, Wermuth)
Ablehnung der Motion 20.3136

Proposition de la majorité

Adopter les motions 20.3133, 20.3134 et 20.3136

Proposition de la minorité

(Wermuth, Badran Jacqueline, Baumann, Bendahan, Birrer-Heimo, Michaud Gigon, Ryser, Rytz Regula)
Rejeter la motion 20.3133

AB 2020 N 509 / BO 2020 N 509

Proposition de la minorité

(Rytz Regula, Badran Jacqueline, Baumann, Bendahan, Bertschy, Birrer-Heimo, Michaud Gigon, Ryser, Wermuth)
Rejeter la motion 20.3134

Proposition de la minorité

(Bendahan, Badran Jacqueline, Baumann, Bertschy, Birrer-Heimo, Michaud Gigon, Ryser, Rytz Regula, Wermuth)
Rejeter la motion 20.3136

Amaudruz Céline (V, GE), pour la commission: Nous allons traiter trois motions de commission, que je vais exposer de la manière la plus rapide et plus complète possible.

Réunie le 21 avril 2020, la Commission de l'économie et des redevances a décidé d'adopter les trois motions de commission suivantes: 20.3133, "Smart Restart"; 20.3134, "Reprise par étapes de l'activité des entreprises du secteur de l'hôtellerie et de la restauration"; 20.3136, "Rétablissement des compétences ordinaires de l'Etat fédéral et du fonctionnement de l'économie et de la société".

Ces motions chargent en particulier le gouvernement de présenter un plan concret pour la reprise prochaine de l'activité économique. Selon la majorité de la commission, les entreprises ont maintenant besoin de sécurité juridique et de pouvoir planifier leurs activités pour la période à venir. Une minorité propose de ne pas adopter ces motions.

Qu'entend-on par "reprise plus rapide des activités économiques"? Vous me permettrez de donner les dates citées en commission, bien qu'on sache que des mesures ont été prises par le Conseil fédéral suite à notre séance.

La majorité de la commission demande instamment au Conseil fédéral de permettre la réouverture de toutes les entreprises de commerce de détail à partir du 27 avril 2020. En outre, elle prie de présenter immédiatement un plan concret de sortie de crise pour les établissements du secteur de l'hôtellerie et de la restauration, ainsi que pour les infrastructures touristiques telles que les chemins de fer de montagne, les entreprises de remontées mécaniques, la navigation, etc.



Par ailleurs, la commission charge le Conseil fédéral de corriger l'injustice subie par les petits commerces, soit en limitant l'assortiment ouvert des gros détaillants, soit en ouvrant en même temps les petits commerces, tout en leur permettant encore de bénéficier des indemnités pour réduction de l'horaire de travail.

La majorité de la commission a bien évidemment précisé que les directives du Conseil fédéral ainsi que les plans sectoriels pour la protection de la santé des collaborateurs et des clients devront s'appliquer en fonction du degré d'ouverture. Pour donner plus de poids à ces demandes, la commission a adopté trois motions contenant les requêtes suivantes.

Tout d'abord, il s'agit de permettre aux entreprises du secteur de l'hôtellerie et de la restauration de reprendre leurs activités par étapes. C'est donc par 15 voix contre 9 et 1 abstention qu'elle a adopté cette motion. On parle de quatre étapes différentes: 1. les restaurants, les cafés, les bistrotts et les tables d'hôte; 2. les bars et les pubs; 3. les discothèques; 4. les salles de concert, les "shisha lounges" et les festivals de rue.

Ensuite, à partir du 11 mai 2020, tous les établissements accessibles au public doivent pouvoir rouvrir leurs portes, et les petites manifestations et activités d'association doivent être autorisées, pour autant que le respect des règles de distance et d'hygiène en vigueur soit assuré. La commission en a décidé ainsi par 15 voix contre 8 et 2 abstentions.

Enfin, par sa troisième motion, la commission demande que, pour les secteurs qui ne pourront pas reprendre leur activité normalement, même après le 11 mai 2020, les prestations que ces secteurs pourront proposer à partir de cette date soient désignées et que les écoles et les structures d'accueil pour enfants, etc., soient tenues de reprendre leur activité d'ici au 11 mai 2020. Cette motion a été acceptée par 16 voix contre 6 et 2 abstentions.

Des propositions de minorité ont été déposées pour chacune de ces motions. Leurs signataires sont d'avis que le choix des dates de déconfinement doit être guidé par les impératifs de santé publique. Les minorités estiment en effet qu'il faut continuer de laisser le Conseil fédéral décider des prochaines étapes sur la base des connaissances scientifiques et en fonction des évolutions constatées.

Au nom de la majorité de la commission, je vous remercie de bien vouloir soutenir ces trois motions.

Nordmann Roger (S, VD): Madame Amaudruz, au-delà du fait que la deuxième et la troisième motions sont contradictoires, êtes-vous prête à assumer le départ d'une deuxième vague épidémique parce que vous aurez enlevé les compétences au Conseil fédéral de décroiser progressivement la population et parce que vous aurez demandé l'ouverture immédiate de toutes les activités telles que les théâtres, les cinémas, les grands rassemblements et les grands événements? Etes-vous prêts à assumer cette responsabilité d'une deuxième vague?

Amaudruz Céline (V, GE), pour la commission: Est-ce que c'est une question personnelle ou une question à la commission? Je vais vous répondre au nom de la commission.

La commission a été très claire. Ces mesures sont possibles si nous respectons les mesures sanitaires qui ont été mises en place, notamment la distanciation sociale imposée par le Conseil fédéral. Cela dépendra aussi de la reprise.

La commission considère que si les mesures sanitaires sont respectées, nous pouvons prendre ces mesures.

Müller Leo (M-CEB, LU), für die Kommission: Die Kommission für Wirtschaft und Abgaben unseres Rates hat sich an den Sitzungen vom 14. und 21. April mit den Folgen der Corona-Krise, deren Bewältigung und insbesondere mit der Rückführung der Wirtschaft in die Normalität intensiv befasst. Die Kommission ist der Meinung, dass der Bundesrat rund um die Corona-Krise sehr gute Arbeit geleistet hat, und sie dankt ihm für diesen enormen Einsatz. Die Kommission ist aber auch der Meinung, dass nun bei der Rückführung in einen ordentlichen Zustand etwas entschlossener vorgegangen werden könnte und eine schnellere und breitere Öffnung möglich sei, insbesondere auch, wenn man die Zahlen der Neuinfektionen beobachtet. Sie ist der Meinung, dass das Öffnungskonzept des Bundesrates nicht in allen Teilen geglückt ist. Für einzelne Bereiche wie die Gastronomie, den Tourismus oder den Sport habe er keine Strategie, kein Öffnungskonzept vorgelegt und deshalb das Gleichbehandlungsgebot vernachlässigt.

Die Kommission für Wirtschaft und Abgaben hat aufgrund ihrer intensiven Diskussion mit Schreiben vom 15. und 22. April dem Bundesrat verschiedene Anliegen mitgeteilt. Da damals noch nicht klar war, ob der Bundesrat diese Anliegen berücksichtigen würde, hat die Kommission drei Motionen verabschiedet, um die Rückführung der Wirtschaft respektive von Teilen davon in den ordentlichen Betrieb etwas forscher anzugehen. Insbesondere soll der Bundesrat, so wurde gefordert, die Öffnungskonzepte und auch die entsprechenden Zeitpläne konkreter darlegen.

Der Kommission für Wirtschaft und Abgaben ist es auch wichtig, dass die Gastronomie und der Tourismus



langsam, aber sicher wieder ihre Tätigkeiten aufnehmen können, denn diese seien stark betroffen, und zwar nicht nur die Branchen selber, sondern auch die Zulieferbetriebe. In der Motion 20.3134 wurden Etappen definiert, wie die Öffnung der verschiedenen Lokale erfolgen soll. Dem Bundesrat ist es trotz Annahme dieses Vorstosses unbenommen, Etappen zusammenzulegen und anders zu gestalten. Er wird sich auf die Lagebeurteilung der Gesundheitsexperten stützen und auch die eingereichten Schutzkonzepte berücksichtigen. Einen weiteren Aspekt für eine kontinuierliche Rückführung sieht die Kommission für Wirtschaft und Abgaben auch aus folgenden Gründen: Mit den angeordneten Massnahmen wurde massiv in die Freiheitsrechte der Bürger eingegriffen, und es sind massive Interventionen in die Wirtschaft erfolgt. Dieser Zustand, so die Meinung der Kommission, sei so rasch als möglich zu beenden. Es gehe hier darum, dass die wirtschaftlichen Schäden, die die Behörden in Kauf nehmen mussten, nun in Grenzen gehalten werden können.

AB 2020 N 510 / BO 2020 N 510

Die Kommission hat diese drei Motionen mit klaren Mehrheiten angenommen: die Motion 20.3133 mit 16 zu 6 Stimmen bei 2 Enthaltungen, die Motion 20.3134 mit 15 zu 9 Stimmen bei 1 Enthaltung und die Motion 20.3136 mit 15 zu 8 Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Zu allen drei Motionen gibt es auch Minderheitsanträge; Sie werden die Begründungen dazu hören. Hier in aller Kürze die Begründungen: Einerseits ist die Minderheitsmeinung so, dass gesagt wird, es müsse vor allem auf die gesundheitlichen Aspekte Rücksicht genommen werden und die Öffnung könne nicht so rasch erfolgen, wie dies die Kommission wünsche. Andererseits wurde dargelegt, dass die Menschen heute nicht für Einkaufstouren und Restaurantbesuche bereit seien. Und zum Dritten wurde von den Minderheiten geltend gemacht, die Motionen kämen zu spät und die Entscheide des Bundesrates wären dann bereits weiter als in den Motionen gefordert.

Ich komme zum Schluss. Es ist so, dass sich viele Ereignisse jetzt überstürzt haben respektive der Bundesrat mehrere Entscheide bereits gefällt hat. Aber ich bitte Sie trotzdem, diese drei Motionen anzunehmen, denn wenn Sie diese ablehnen, ist das Zeichen nicht klar: Lehnen Sie diese Motionen ab, weil der Bundesrat bereits weiter ist, oder lehnen Sie diese Motionen ab, weil Sie das Anliegen ablehnen?

In diesem Sinne bitte ich Sie, alle drei Motionen anzunehmen.

Portmann Hans-Peter (RL, ZH): Herr Kollege Müller, meine Frage: Im Epidemiengesetz wird in Artikel 6 die besondere Lage beschrieben. Da gibt es Kriterien, wann der Bundesrat diese ausrufen darf. In Artikel 7 kommt dann die ausserordentliche Lage. Da hat es keine Kriterien mehr. Diese kann der Bundesrat einfach ausrufen. Wenn nun Ihre Kommission tatsächlich diesen Zustand wieder etwas in die Normalität hineinführen will, warum geben Sie uns dann hier nicht mit der Motion 20.3136 die Chance, dass das Parlament den Bundesrat jetzt zwingen könnte, wieder in die besondere Lage zurückzugehen, womit er auch nicht mehr einfach weiter mit Notrecht regieren könnte? Warum geben Sie uns hier drin mit dieser Motion nicht diese Chance, über diese Frage, Artikel 7 des Epidemiengesetzes, jetzt entscheiden zu können?

Müller Leo (M-CEB, LU), für die Kommission: Sehr geehrter Herr Kollege, ganz einfach: Diese Motionen wurden so formuliert, sie fanden in der Kommission die entsprechende Mehrheit, es lagen keine anderen Anträge vor, und deshalb wurden sie so überwiesen, wie sie jetzt vorliegen.

Barrile Angelo (S, ZH): Geschätzter Herr Kollege, Sie haben vorhin gesagt, dass die Kommissionsmehrheit der Meinung war, dass die vorgeschlagenen Schritte des Bundesrates zu zaghaft oder zu langsam sind. Von wem hat sich die Kommission für die Meinungsbildung, z. B. über die epidemiologische Entwicklung, beraten lassen? Haben Sie da auch eine Einschätzung verlangt? Oder haben Sie sich auf Ihr Gefühl oder auf die Lobbyingversuche einer bestimmten Gruppierung verlassen?

Müller Leo (M-CEB, LU), für die Kommission: Sehr geehrter Herr Kollege, die Kommission hat eine eigenständige Beurteilung vorgenommen. Wir haben keine Spezialisten angehört, aber wir haben die Statistiken beurteilt, wir haben gesehen, wie sich die Fälle von Ansteckungen und die Anzahl Todesfälle entwickelt haben. Aufgrund dieser Tatsachen, diese Statistiken wurden ja alle Tage veröffentlicht, hat die Kommission beantragt, dass man etwas forscher vorgehen sollte.

Sie müssen sehen, unsere Beurteilung fand am 14. und am 21. April statt, das ist schon einige Zeit her. Ich glaube, ich darf sagen, dass die Anliegen der WAK, die an den Bundesrat herangetragen wurden, doch eine gewisse Wirkung erzielt haben.

Wermuth Cédric (S, AG): Kollege Müller Leo hat eigentlich am Schluss die Argumente, die gegen diese drei



Motionen sprechen, vorweggenommen. Ich vertrete einen Minderheitsantrag zur Motion 20.3133 und kann mich aus zwei Gründen relativ kurz halten: Erstens hat sich die Motion materiell erledigt. Der Bundesrat hat alle geforderten Schritte in Eigenregie in dem Sinne umgesetzt, und schon deshalb halten wir es nicht für wahnsinnig sinnvoll, dass das Parlament hier etwas fordert, das bereits umgesetzt wurde. Zweitens enthält die Motion einige Flüchtigkeitsfehler, was nicht gerade dafür spricht, dass sich das Parlament im Detail damit auseinandergesetzt hat. So hat es nie geschlossene Kindertagesstätten gegeben, im Gegenteil, und trotzdem fordern wir ihre Öffnung!

Aber der eigentliche Grund, warum wir Ihnen die Motion 20.3133 zur Ablehnung empfehlen, setzt sich aus zwei Punkten zusammen, die auch schon erwähnt wurden:

Erstens ist da die Art und Weise, wie Ihre Kommission für Wirtschaft und Abgaben diesen Beschluss gefasst hat. Kollege Müller Leo hat das ganz richtig beschrieben: Die Kommission hat sich in ein paar Minuten Diskussion selbst zugetraut, ein paar Statistiken zu interpretieren, ohne es für nötig befunden zu haben, die spezialisierten Epidemiologinnen und Epidemiologen des Bundesamtes für Gesundheit, also die Leute, die diese Verfügungen beschrieben, geschrieben und wissenschaftlich begründet haben, auch nur anzuhören. Das ist per definitionem der Inbegriff von Fahrlässigkeit.

Es ist zweitens auch deshalb fahrlässig, weil sich das Parlament hier auf ein Terrain vorwagt, auf dem es eben genau so nicht argumentieren sollte. Die Bekämpfung einer Pandemie, das dürften wir alle in den letzten Wochen kollektiv gelernt haben, ist für uns alle neu und eine Frage, die man Schritt für Schritt bearbeiten und beurteilen muss. Es ist, wie wenn Sie auf einer Landstrasse fahren, zum Beispiel an einem See oder am Meer, und rechts von Ihnen geht ein Abgrund steil ab. Wenn Sie das Gebiet kennen und die Sonne scheint, dann fahren Sie dort relativ schnell, selbstverständlich nicht schneller, als Ihnen die Geschwindigkeitsbegrenzung vorschreibt, aber mindestens so schnell können Sie fahren. Wenn Sie aber neu auf dieser Strasse sind und wenn auch noch Nebel herrscht, dann fahren Sie relativ langsam, gehen Stück für Stück vorwärts und rufen nicht Ihre Bekannten auf der Freisprechanlage an und sagen ihnen heute schon, wann Sie morgen ankommen werden, weil Sie es ja nicht wissen.

Die Argumentation, wir hätten ja die bisherigen Statistiken, die uns zeigten, dass die Massnahmen gut funktioniert haben, und deshalb könnten wir jetzt auf die Massnahmen verzichten, ist etwa so schlüssig, wie wenn Sie sagen würden, um beim Beispiel des Autos zu bleiben: "Ich bin hundertmal mit 60 Stundenkilometern auf die gleiche Kurve zugefahren und gut wieder herausgekommen, ich mache es jetzt mit 120 Stundenkilometern." Das ist nicht der Bereich, auf den ein Parlament, das notabene zu Recht nicht jeden Tag tagt und epidemiologische Beurteilungen fällt, seine politische Energie verwenden sollte.

Im Übrigen hat der Ständerat über diese Fragen im Wesentlichen bereits entschieden. Wenn Sie wollen, dann nehmen Sie diese Motionen an. Gerade die erste wird an den politischen Verhältnissen in diesem Land überhaupt nichts ändern. Es ist richtig, wir müssen uns darüber unterhalten, wie wir wieder aus diesem Stillstand herauskommen. Darüber sind sich alle Fraktionen einig. Wir können aber nicht ein Datum aus dem Handgelenk schütteln und dem Virus vorschreiben, wann es zu verschwinden hat. So können Sie Wirtschaftspolitik nicht machen.

Deshalb halten wir an unseren Minderheiten fest.

Rytz Regula (G, BE): Eigentlich sollte die Motion, über die wir jetzt diskutieren und für die ich hier die Minderheit vertrete, zurückgezogen werden, denn die Realität hat sie längst überholt, und zwar so schnell, dass eine Annahme dieser Motion sogar kontraproduktiv sein könnte. Die Motion fordert nämlich eine etappierte Öffnung der gastronomischen Betriebe. Konkret sollen am 11. Mai, also nächsten Montag, in der ersten Etappe Restaurants und Cafés, Bistros und Gartenbeizen geöffnet werden und in einer zweiten Etappe, also nach dem 11. Mai, dann die Bars und Pubs, später

AB 2020 N 511 / BO 2020 N 511

weitere Betriebe. Das ist nun alles Schnee von gestern, denn wie Sie wissen, hat der Bundesrat am 29. April seine Risikobeurteilung zum Gastgewerbe geändert und seine Öffnungsstrategie beschleunigt. Konkret will er am 11. Mai, also eben nächsten Montag, Restaurants, Bars und Pubs wieder öffnen, selbstverständlich unter den gebotenen Sicherheitsvorschriften.

Wenn Sie also diese Motion heute annehmen und der Bundesrat sie auch wirklich ernst nimmt, dann muss er die Bars und die Pubs wieder auf die Warteliste setzen, denn diese kommen gemäss Motionstext erst in der zweiten Etappe dran. Das ist wohl nicht im Sinne der Verfasser.

Diese Entwicklung zeigt die Problematik der drei Vorstösse, die wir hier beraten. Selbstverständlich wünschen wir uns alle, dass das Gastgewerbe so rasch wie möglich wieder die Türen öffnen kann. Es geht um sehr viele



Arbeitsplätze, sehr viel Herzblut, und es geht vor allem auch um einen Pfeiler des geselligen Lebens in der Schweiz.

Wir wünschen uns auch, dass alle anderen Betriebe so rasch wie möglich wieder öffnen, vom Fitnesszentrum bis zum Stadttheater. Aber wir können uns hier nicht von unseren Wünschen leiten lassen. Wir stecken ja mitten in einer globalen Pandemie. Ich zumindest habe diese am Anfang klar unterschätzt. Wenn wir langfristig wieder aus dieser Situation herauskommen wollen, ohne über eine zweite Ansteckungswelle zu stolpern, dann müssen wir beweglich, aber vorsichtig sein, lernfähig, offen und vor allem auch ehrlich. Und wenn wir ehrlich sind, dann ist die Motion, die ich hier bestreite, ganz klar überflüssig. Punkt 1 ist bereits erfüllt, Punkt 2 ist auch vorzeitig erfüllt, und die Gestaltungskraft von Punkt 4 dieser Motion ist etwa so gross, wie wenn ich sage, dass nach dem Regen wieder die Sonne scheint; denn die Motionäre fordern, dass gemäss der Risikoanalyse etappenweise alle Betriebe wieder geöffnet werden. Ja, selbstverständlich, das wollen wir alle auch, und das will auch der Bundesrat.

Ein zweiter Grund für die Ablehnung dieser Motion ist, dass sie willkürlich ist. Es war zumindest uns Grünen nicht bewusst, dass Shisha-Bars eine eigene Gastgewerbekategorie sind. Ich weiss auch nicht, was ihre besonderen Gesundheitsrisiken sind und warum eine Diskothek weniger gefährlich ist als ein Streetfood Festival. Gibt es dazu irgendeine epidemiologische Evidenz? Wir wissen es nicht, denn die Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrates hat ohne die Beratung und Beteiligung von Fachleuten aus dem Bereich Gesundheit und Epidemiologie getagt. Das ist doch schlicht und ergreifend nicht seriös!

Die Grünen lehnen deshalb heute alle Motionen ab, die in die epidemiologische Beurteilung des Bundesrates hineinsteuern, ohne eine seriöse Risikofolgenabschätzung vornehmen zu können. Das können wir aufgrund der Beratungen in der WAK-N nicht tun. Wir lehnen auch die ab, die überwiesen wurden, ohne die entsprechenden Fachleute anzuhören und ohne eine Stellungnahme der Kantone und Gemeinden, die die nötigen Distanz- und Hygienemassnahmen am Schluss dann auch kontrollieren und überwachen müssen. Dafür brauchen sie eine Strategie, dafür brauchen sie Personal, dafür brauchen sie Planungssicherheit, und das haben sie alles nicht.

Die Motion, die ich jetzt hier bestreite, und die anderen, die wir diskutieren, haben entweder keine Wirkung, weil sie der Bundesrat nicht umsetzen wird, weil dies epidemiologisch nicht angezeigt ist, oder dann haben sie eine negative Wirkung und gefährden die Transitionsstrategie des Bundesrates. Ich gebe zu, auch wir können diese nicht immer vollständig nachvollziehen und finden sie auch nicht immer transparent und manchmal auch etwas sprunghaft. Aber die Motionen werden, wenn wir sie annehmen, sicher keine Klärung und Verbesserung bringen, und ich möchte Sie deshalb bitten, sie abzulehnen. Wir alle wollen Normalität, Stabilität und Zukunftsperspektiven, aber niemand hier will die Verantwortung für eine zweite Ansteckungswelle übernehmen.

Bendahan Samuel (S, VD): Je commencerai par rendre un hommage sincère à Mme Amaudruz qui, à la fin de son intervention, a extrêmement bien résumé la position de la minorité, puisqu'elle a dit exactement ce que nous avons défendu du début à la fin, c'est-à-dire que ce sont les scientifiques qui doivent déterminer, de par leur savoir, la meilleure piste à suivre d'un point de vue sanitaire, et qu'il faut donc laisser au Conseil fédéral la compétence d'agir sur cette base. Par conséquent, je ne vous cache pas mon incompréhension qu'elle en arrive à la conclusion que, malgré tout, il faut accepter les trois motions qui vont complètement à l'opposé de ce qu'elle a dit après avoir pourtant bien compris notre position. C'est assez étonnant.

Le problème, c'est qu'il s'agit de ne pas jouer les apprentis sorciers aujourd'hui. Les sorciers, c'est qui? Ce sont les spécialistes, ce sont eux qui connaissent quelque chose qui n'est pas si simple que cela à connaître pour le commun des mortels. Ce sont eux qui doivent déterminer à quelle vitesse, comment, avec le savoir qu'on a actuellement, il convient de procéder au déconfinement.

Personne dans notre conseil et personne dans le pays ne souhaite prolonger le confinement plus longtemps que nécessaire. Personne n'a envie d'arrêter les activités alors qu'on pourrait continuer. Mais il y a bien une chose qu'il faut comprendre, et cela même si cela vous est égal qu'il y ait des morts: du point de vue économique, la meilleure décision est de ne déconfiner que lorsque les scientifiques sont le plus certain possible qu'il n'y a pas de risque de départ d'une nouvelle vague épidémique. Parce que non seulement nous devons assumer les morts, les malades et la surcharge du système de santé qu'elle occasionnera, mais en plus nous devons assumer l'obligation de replonger le pays dans une situation de confinement beaucoup plus longue. Le prix à payer serait plus élevé humainement et économiquement.

M. Wermuth l'a dit au sujet de la motion 20.3133: la question importante à se poser, c'est celle de savoir quel est le bon instrument pour régir le processus de déconfinement. Le Parlement est un organe dont l'action porte sur le moyen et le long terme. Il ne peut pas, chaque jour, réviser les motions qu'il dépose. Cette motion a été déposée il y a longtemps, elle a été discutée en commission il y a longtemps. Dans la situation que nous



vivons, c'est un peu comme si vous conduisez une voiture dans le brouillard – c'est ce qui a été dit avant et que nous avons discuté en commission – et que vous ne voyez pas tellement loin: vous ne pouvez alors par rouler trop vite et surtout, au fur et à mesure que vous avancez, vous devez regarder à quoi ressemble la route. Ce que dit la motion que la commission a souhaité déposer, c'est qu'on doit avancer et puis, quoi qu'il arrive, continuer tout droit sur 2 kilomètres, même si, 2 kilomètres plus loin, on se rend compte que l'on va terminer dans un précipice. Adopter la motion revient à dire: "On a décidé il y a 2 kilomètres qu'on continuerait tout droit, donc on ne tourne pas." Ce que le Conseil fédéral peut faire, c'est écouter les experts qui voient un peu plus loin dans le brouillard et qui disent: "Attention! ici cela tourne, c'est mieux de ralentir, c'est mieux d'aller dans cette direction-là."

Pour les questions sanitaires, être guidé par les experts et pouvoir réagir chaque jour permet d'avoir les bonnes informations pour prendre les bonnes décisions. Décider à l'avance ce qu'on va faire alors qu'on ne connaît pas les informations, c'est la recette pour nous amener droit dans le mur ou droit dans le précipice.

J'aimerais juste vous dire une chose: l'idée qu'il faut écouter les scientifiques ne veut pas dire les écouter aveuglément. Notre rôle est de prendre ensuite les bonnes décisions pour que la situation soit la meilleure possible, compte tenu de la réalité scientifique. Mais cette idée du déni de la parole des scientifiques, c'est ce qui va mener à la perte des pays qui font ce choix, ce choix de la haine du savoir, de la méfiance vis-à-vis du travail dur des gens qui essaient de faire de leur mieux pour avoir le bon niveau de connaissance. Les gens qui vivent dans l'ignorance, qui louent l'ignorance et qui refusent de s'intéresser à ce que disent les spécialistes, sont ceux qui risquent le plus de faire prendre les moins bonnes décisions et d'amener un pays dans la tourmente.

Cela étant dit, je vous invite à ne pas soutenir cette motion, dont le but est de tout déconfiner de façon fixe, à une date précise, mais à laisser au Conseil fédéral la possibilité, tant qu'il le fait, d'écouter les spécialistes et, à travers l'expertise

AB 2020 N 512 / BO 2020 N 512

de ces spécialistes, de prendre les bonnes décisions au bon moment, ce que ce Parlement ne peut pas faire. Si nous jugeons que le Conseil fédéral n'écoute pas les scientifiques, que le Conseil fédéral ne prend pas les bonnes décisions malgré l'évidence scientifique, alors là le débat du Parlement est légitime. Je ne conteste pas cette légitimité. Je dis que personne aujourd'hui ne conteste le fait que le Conseil fédéral a écouté les scientifiques pour prendre des décisions. Par conséquent, nous n'avons pas de raison de lui imposer de suivre une autre route, surtout si nous espérons qu'à chaque seconde, qu'à chaque jour qui passe, les nouvelles informations sur le virus nous permettent d'améliorer la qualité des décisions que nous prenons.

Je vous invite donc à rejeter le plus massivement possible cette motion.

Berset Alain, conseiller fédéral: Avant de prendre position sur ces motions, je veux rappeler le cadre dans lequel nous nous situons. Le 8 avril dernier, puis le 16 avril, lors de deux séances, le Conseil fédéral a décidé de la méthode et du calendrier de sortie des mesures qu'il a dû prendre à partir de la fin février pour endiguer l'évolution du coronavirus.

Nous avons, à cette occasion, privilégié une sortie par étapes et non en une seule fois, de manière à pouvoir observer l'évolution de la situation épidémiologique et à pouvoir réagir rapidement si le nombre d'infections repartait à la hausse. Nous avons aussi indiqué les dates: premières ouvertures avant la fin du mois d'avril, puis nous avons donné les dates du 11 mai et du 8 juin. Pourquoi ces dates? Parce qu'entre deux il y a quatre semaines; c'est le temps nécessaire pour prendre la mesure des conséquences de l'ouverture importante du 11 mai.

Un autre point important était que ces ouvertures devaient se faire bien sûr dans le respect des règles de distanciation sociale, bien sûr dans le respect des règles d'hygiène, qui sont efficaces et qui sont peut-être la meilleure arme que nous avons pour répondre à l'évolution du virus. Mais nous étions aussi conscients qu'en rouvrant certaines activités, garantir une distance de deux mètres en continu ne serait pas possible. On doit pouvoir y déroger, dans certaines situations particulières, mais il faut pour cela des concepts de protection. C'est ce qui a été indiqué par le Conseil fédéral.

Voilà ce que nous avons fait pour sortir des mesures prises pour endiguer l'évolution du virus. Mais nous avons aussi dit que le Conseil fédéral souhaitait, avec l'appui des cantons, pouvoir retourner dans une logique d'endiguement strict. La logique d'endiguement strict signifie, d'abord, avoir adapté la procédure de tests, ce que nous avons fait le 22 avril en ordonnant de tester chaque personne symptomatique, et ensuite, faire en sorte que les personnes positives puissent être isolées et qu'il y ait un traçage des contacts de ces personnes, de manière à pouvoir les mettre en quarantaine et endiguer ainsi l'évolution du virus.



Si tout cela se passe bien, alors d'autres étapes seront possibles. La première, j'en ai parlé, ce sera à partir du 8 juin. Si les choses se passent bien, comme nous le souhaitons, et nous faisons tout pour que cela se passe bien en prévoyant une sortie ordonnée des mesures, alors nous pourrions planifier l'ouverture d'autres domaines d'activité. Par exemple dans le domaine touristique, on pourrait penser à planifier l'ouverture des téléphériques, des piscines et des infrastructures utiles au tourisme.

J'aborde maintenant les motions. La position du Conseil fédéral que je viens de vous présenter coïncide avec les objectifs de la motion 20.3133, "Smart Restart", que le Conseil fédéral vous propose d'accepter.

Nous proposons cela dit de rejeter les deux autres motions, parce que nous avons constaté que nous avons besoin d'une ligne claire de la part du Parlement pour savoir ce que vous souhaitez que nous mettions en oeuvre.

Le Conseil fédéral a indiqué quelle était sa méthode. C'est une méthode par étapes, avec des concepts de protection. La motion "Smart Restart" va dans ce sens. Par contre, si vous deviez adopter les deux autres motions, soit les motions 20.3134 et 20.3136, nous aurions besoin à ce moment-là d'un mode d'emploi pour savoir ce qu'il faut faire. Parce que, voyez-vous, les première et deuxième motions visent une ouverture par étapes, alors que la troisième vise le contraire, à savoir une ouverture en une seule fois. Si les trois motions sont adoptées, souhaitez-vous une ouverture par étapes ou une ouverture en une seule fois?

Autre exemple: la première motion prévoit que toute ouverture se fasse avec des concepts de protection, alors que la troisième prévoit une ouverture sans concepts de protection. Si les première et troisième motions sont adoptées, quel mandat est donné au Conseil fédéral: avec ou sans concepts de protection?

Enfin, la troisième motion vise à ouvrir les salles de concert avant les discothèques, mais la deuxième motion veut ouvrir les discothèques avant les salles de concert. Si ces deux motions sont adoptées, est-ce qu'on ouvre d'abord les salles de concert ou d'abord les discothèques?

Nous avons besoin d'une ligne claire. C'est la raison pour laquelle j'aimerais vous inviter, au nom du Conseil fédéral, à adopter la motion 20.3133, "Smart Restart", et à rejeter les deux autres.

Portmann Hans-Peter (RL, ZH): Lassen Sie mich Ihnen zuerst meine persönliche Anerkennung für Ihr sehr grosses Engagement, Ihren Einsatz und den, wie ich glaube, Erfolg, der sich heute aus den Zahlen herauslesen lässt, aussprechen. Dieser Erfolg ist auch Ihr Erfolg. Vielen Dank, Herr Bundesrat!

Nun zu meiner Frage: Ich habe vorhin schon gesagt, dass der Bundesrat gemäss Artikel 7 des Epidemien-gesetzes die ausserordentliche Lage ausrufen kann. Doch dieser Gesetzesartikel benennt überhaupt keine Kriterien. Ihr Bundesamt hat dazu am 28. Februar ein Faktenblatt erstellt, das ja auch keine gesetzlichen Kriterien darstellt. Dort wird auf Artikel 185 Absatz 3 der Bundesverfassung verwiesen. Demnach kann der Bundesrat dann diese Verfügung erlassen, wenn unmittelbar eine schwere Störung der öffentlichen Ordnung droht und unmittelbar die innere oder äussere Sicherheit gefährdet ist. Meine Frage an Sie: Meinen Sie, dass dieser Zustand heute noch vorherrscht? Das Parlament hat es leider verpasst, die besondere Lage zu verlangen. Wann sind Sie bereit, vom Notrecht wegzukommen und wieder zur besonderen Lage zu wechseln?

Berset Alain, Bundesrat: Herr Nationalrat Portmann, vielen Dank für die Frage. Es ist in der Tat eine sehr wichtige Frage, und ich muss Ihnen sagen: Sie hat uns von Anfang an sehr beschäftigt. Es war bekanntlich auch das erste Mal, dass wir das Epidemien-gesetz umsetzen mussten, weil das Virus nach Europa und in die Schweiz gekommen ist. So etwas ist vorher noch nie passiert. Das heisst, wir waren in einer Situation, die wirklich nicht ganz einfach war.

Die Kriterien sind in der Tat ziemlich offen. Ich glaube, der Gesetzgeber hat sie damals offengelassen, weil es möglich sein muss, sehr rasch zu reagieren, wie dies der Bundesrat Anfang März auch gemacht hat. Haben Sie auch einmal gemerkt, dass die erste Verordnung Ende Februar eine Verordnung zur besonderen Lage war, dass aber einige Elemente davon direkt auf Artikel 185 der Bundesverfassung gestützt waren? Mitte März hat der Bundesrat gesagt: Jetzt sind wir in einer ausserordentlichen Lage, und wir werden in dieser Situation alles vorbereiten können.

Ich muss Ihnen sagen, Herr Nationalrat Portmann, für die wichtigsten Massnahmen, welche die Kontrolle der Epidemie betreffen, brauchen wir die ausserordentliche Lage überhaupt nicht. Alles, was wir gemacht haben, wäre aufgrund der besonderen Lage möglich gewesen. Die ausserordentliche Lage war aber aus anderen Gründen notwendig:

Ein Grund war, dass wir merken mussten, dass es in der Schweiz Beschaffungsprobleme gab. Wir mussten auf Bundesebene alles tun, auch wenn dies nicht primär die Rolle des Bundes ist, damit wir genug Material haben. Wir haben aber keine gesetzliche Grundlage, welche die Beschaffung auf dieser Ebene erlauben würde. Das ist ein Grund, wieso die ausserordentliche Lage auch heute noch für die Beschaffungszentrale wichtig



ist. In der heutigen Situation, die für die

AB 2020 N 513 / BO 2020 N 513

Länder sehr kompliziert ist, ist es für die Schweiz ab und zu einfacher als für andere einzukaufen. Ein zweiter Grund sind die Grenzen. Damit meine ich, dass es gemäss Epidemien-gesetz im Moment nicht einfach erlaubt ist, Grenzkontrollen einzuführen, wenn das Virus in der Schweiz ist. Das war auch ein Grund, wieso wir das machen mussten.

Ist das heute erfüllt? Ich muss Ihnen sagen, Herr Nationalrat Portmann, der Bundesrat hat nur einen Wunsch: Das ist, so rasch wie möglich einfach aus der ausserordentlichen Lage herauskommen zu können, aber das ohne den Unterbruch von wichtigen Massnahmen, die uns heute eine gute Position verschaffen. Die Arbeiten sind im Gang, um das so schnell wie möglich erreichen zu können. Es braucht dafür aber eine Überführung in ordentliches Recht, und das bedeutet sicher auch eine grosse Arbeit für das Parlament, vielleicht schon im Rahmen der Sommersession.

Estermann Yvette (V, LU): Unsere Nachbarn in Österreich haben einen Sicherheitsabstand von einem Meter festgelegt. Ich bekomme sehr viele Fragen aus der Bevölkerung: Die Leute fragen sich, wie der Bundesrat auf zwei Meter gekommen ist. Liegt es an der Maskenpflicht, die Österreich hat? Was spricht dagegen, dass auch wir in der Schweiz einen Sicherheitsabstand von einem Meter haben?

Berset Alain, Bundesrat: Vielen Dank für die Frage. Sie haben auch gemerkt, dass diese Zahl in der Schweiz nie variiert hat. Es waren immer zwei Meter. Zwei Meter beträgt bekanntlich der Abstand, den man braucht, um nicht in direkten Kontakt zu kommen. Ich meine, er braucht vielleicht für einzelne Personen nicht so gross zu sein. Aber bei einem Abstand von einem Meter bin ich sehr wahrscheinlich schon mit jemandem im Kontakt. Zwei Meter erlauben den Kontakt so nicht.

Es gab auch Empfehlungen mit einem Abstand von 1,5 Metern. Darüber kann man schon diskutieren. Was ich hier vielleicht sagen kann, ist: Abstand, soziale Distanz, ist wirklich eine der wichtigsten Massnahmen, zusammen mit der Handhygiene, um die Verbreitung des Virus zu begrenzen. Wir haben uns einfach auf Empfehlungen gestützt, die existieren. Man kann auf der internationalen Ebene auch andere Empfehlungen finden. Aber ja: Diese zwei Meter haben es erlaubt, eine gute Situation zu erreichen.

Wenn Sie mit Österreich vergleichen, kann man schon sehen, dass ein Meter gilt. Aber die Bedingungen für die Lockerung sind auch nicht vergleichbar. Der Abstand ist vielleicht in Österreich ein bisschen kleiner, aber die Bestimmung, wie viele Personen pro Quadratmeter in einen Laden gehen können, ist viel restriktiver. Wir sind da grosszügiger. Ich meine, man muss einfach das Gesamtpaket anschauen, um die Konzepte zu sehen.

Prezioso Batou Stefania (G, GE): Monsieur le conseiller fédéral, j'ai une question liée à la reprise. La plupart des études internationales, en tout cas une bonne partie des études internationales, disent qu'on risque de se retrouver dans une situation de "stop and go" dans les mois à venir, c'est-à-dire une reprise suivie d'un nouveau stop, puis d'une reprise et ensuite d'un nouveau stop. Dans ce cadre, la question de la protection de la population, mais aussi, en particulier, des salariés, est essentielle.

Quelles sont les mesures que le Conseil fédéral compte prendre pour contrôler que, dans les entreprises qui vont rouvrir petit à petit, dans tous les espaces d'activité qui vont rouvrir, les mesures sanitaires sont effectivement mises en place et appliquées pour les salariés?

Berset Alain, conseiller fédéral: Merci, Madame la conseillère nationale, pour votre question. Ce que je peux dire à ce sujet, c'est que dès le départ le Conseil fédéral a fait très attention à pouvoir offrir une protection particulière aux personnes particulièrement menacées, qui font partie des groupes à risque, en leur permettant de rester à la maison. On a aussi montré comment il devait être possible de garantir une certaine sécurité sur le plan financier. Il était important pour nous de donner ce signal très tôt; cela a été fait également dans le cadre du droit d'urgence.

Deuxièmement, par rapport au contrôle dans les entreprises, il est vrai que la situation est apparue avec une grande vigueur à fin février, début mars, et qu'elle s'est très rapidement étendue dans tout le pays, et notamment aussi à nos frontières, si on pense à la France et à l'Italie voisine. Tout le monde a été un peu pris au dépourvu. Qu'est-ce que cela signifie dans les entreprises? Qu'est-ce que cela signifie dans le monde du travail? Les entreprises n'étaient pas égales face à cette situation. Certaines connaissaient déjà très bien de telles mesures, parce qu'elles sont effectivement actives dans un domaine où on applique déjà de telles mesures. Pour d'autres, c'était relativement nouveau. On constate aujourd'hui qu'un apprentissage phénoménal a été réalisé, par la population, par la société; on a fait un apprentissage collectif incroyable, toutes et tous



ensemble, pour savoir comment faire en définitive pour contrôler au mieux l'évolution d'un tel virus. Et nous sommes convaincus maintenant que la situation dans les entreprises a changé et qu'il sera plus facile à l'avenir d'appliquer les concepts de protection mis en place, parce que tout le monde a bien compris ce que cela signifiait. Il faudra naturellement observer cela dans le détail.

Dernier élément, la situation actuelle est bonne. Le nombre d'infections diminue, la situation s'améliore, et il ne faut absolument pas gaspiller ces efforts durant le mois de mai. Il est très important que durant le mois de mai on puisse revenir à une logique d'endiguement strict. On a besoin du travail très engagé des cantons – c'est très exigeant en termes de personnel et d'engagement – pour pouvoir tracer tous les cas et essayer d'étouffer cette épidémie, de manière à pouvoir vivre aussi normalement que possible, sans avoir de craintes. Il faut aussi éviter une politique de "stop and go", ou de redémarrage, ou de vagues, dont vous avez parlé. Cela ne dépend pas seulement de nous; cela dépend aussi des caractéristiques du virus. Le fait qu'une partie non négligeable de personnes atteintes de la maladie puissent la transmettre et semblent être asymptomatiques rend les choses beaucoup plus difficiles. Il faut en être conscient. Nous avons donc passé cette première étape en limitant la casse, vraiment, et je crois qu'on a réussi à montrer, en prenant des mesures suffisamment tôt, qu'on a réussi à limiter les dégâts. Mais nous savons qu'aussi longtemps qu'il n'y aura pas, soit un traitement très efficace, soit un vaccin efficace, cette situation ne va pas complètement prendre fin pour nous. Nous allons donc devoir l'accompagner avec beaucoup de prudence, mais aussi avec beaucoup de modestie, parce qu'il s'agit d'un nouveau virus, et parce que nous ne maîtrisons pas tous les détails.

Aebi Andreas (V, BE): Herr Bundesrat, ein Minderheitssprecher hat gesagt, wir fahren mit diesen Motionen an die Wand, und ich sage: Wir fahren mit dem schweizerischen Tourismus – ich spreche jetzt klar nicht von offenen Grenzen – im Nebel.

Was meine ich damit? Die Saison ist eröffnet, und wir haben keine Ahnung über Schifffahrt, über Bergbahnen. Ich komme jetzt pointiert zum Busgeschäft: Wir wissen heute noch nicht, welche Abstände wir bei den Bussen brauchen. Können Familien beieinandersitzen? Hat man da pragmatische Lösungen? Braucht es Trennwände? Wir können da nicht Wochen und Wochen warten.

Wann sind Sie so weit, dass Sie uns das mitteilen können, damit wir einen gewissen Vorlauf haben?

Berset Alain, Bundesrat: In der Tat, ich habe es schon gesagt, und der Bundesrat hat es bestätigt: Der Bundesrat will eine Öffnung, eine Lockerung in Etappen, um in den nächsten Wochen wirklich eine gute Kontrolle zu haben. Der Monat Mai ist entscheidend. Wir haben jetzt eine gute Situation erreicht. Wenn wir mit der Rückkehr mit einer strikten Eindämmungsstrategie wirklich reüssieren, wäre das das Beste, was man machen kann, um eine gewisse Stabilität für die nächsten Monate und vor allem auch für die Sommersaison zu erreichen. Man muss jetzt ein bisschen Geduld haben. Der Bundesrat hat das so organisiert, weil wir in den

AB 2020 N 514 / BO 2020 N 514

nächsten Wochen vielleicht auch die Stabilität durchspielen, die wir im Sommer haben möchten. Das ist der erste Punkt.

Zweiter Punkt: Die Bundespräsidentin hat vor einigen Tagen zu einem sogenannten Tourismuskipfel eingeladen. Die zweite Etappe dieses Tourismuskipfels ist auch bald, im Mai, vorgesehen. Die Idee ist, klar zu sagen, dass die Tourismusbranche, die Tourismusgebiete die nächste Etappe sein könnten, wenn es mit der ersten Etappe ab dem 27. April gutgeht, wenn die Öffnung – und wir sind ziemlich grosszügig – auch am 11. Mai gutgeht. Wir haben gute Gründe, zu denken, dass es gutgehen wird, denn wir haben uns mit den Kantonen gut vorbereitet. Ich muss hier auch sagen, dass uns dies erlauben würde, nächste Schritte anzuvisieren, wenn es die epidemiologische Lage zulässt.

Sie haben von Bergbahnen gesprochen, das könnte ein Punkt sein. Sie haben nicht von Schwimmbädern gesprochen, aber ich weiss, dass das im Juni ein wichtiger Punkt sein könnte. Die ganze Tourismusbranche wäre davon betroffen, auch die Busbranche.

In der Zwischenzeit müssen wir uns die Zeit nehmen, um die Schutzkonzepte vorzubereiten. Ich bin mir sehr bewusst, dass es dafür Klarheit braucht. Wir sind im Moment zum Beispiel mit der Gastrobranche in sehr engem Kontakt, um die Öffnung am 11. Mai, am nächsten Montag, vorzubereiten. Es funktioniert gut, denn alle wollen nur wissen, wie es geht. Alle brauchen nur Sicherheit, es ist eine Riesenarbeit. Wir machen das etappenweise. Ich hoffe, Ihnen damit geantwortet zu haben.

Barrile Angelo (S, ZH): Herr Bundesrat, zuerst möchte ich mich bei Ihnen und beim Gesamtbundesrat bedanken, dass Sie ermöglicht haben, dass wir im Gesundheitswesen unsere Patientinnen und Patienten bis heute möglichst gut behandeln und auch viele Leben retten konnten.



Ich bin besorgt über diese Motionen, über die wir gerade debattieren. Sie haben vorhin angetönt, vor allem die dritte Motion würde verlangen, dass ab nächstem Montag sehr viele Institutionen öffnen, und zwar ohne Schutzkonzepte, wenn ich das richtig verstanden habe. Habe ich das richtig verstanden, dass wir da einfach öffnen würden, ohne dass wir wissen, was das bedeutet, und dass diese Institutionen nicht wüssten, wie sie Krankheitsfälle verhindern könnten?

Berset Alain, Bundesrat: In der Tat habe ich es vorhin so gesagt. Der Bundesrat braucht klare Mandate des Parlamentes, wenn diese Diskussion, die wir uns auch gewünscht haben, schon stattfindet.

Die drei Motionen, die jetzt auf dem Tisch sind, sind in mehreren wichtigen Punkten widersprüchlich. Das hilft uns nicht, um zu wissen, wie wir die Lockerung umsetzen sollen. Zum Beispiel verlangt eine Motion eine Lockerung in Etappen, eine andere sagt, es sei alles auf einmal zu öffnen. Das ist widersprüchlich. Es gibt eine Motion, die verlangt, dass wir die Konzertsäle vor den Diskotheken öffnen sollen, und eine andere verlangt das Umgekehrte. Was sollen wir dann zuerst öffnen?

Daher bittet Sie der Bundesrat, nur die erste Motion, die Motion 20.3133, "Smart Restart", anzunehmen. Das hilft uns, ein klares Signal zu haben, das uns wirklich erlaubt, in Etappen zu arbeiten. Die zwei anderen Motionen sind abzulehnen.

In der Tat, wenn man am 11. Mai alles ohne Schutzkonzepte öffnen würde, wäre dies zuerst einmal für den Bundesrat eine Unsicherheit, aber das wäre noch das kleinste Übel. Es wäre vor allem für die Branchen in der gesamten Schweiz eine riesige Unsicherheit. Sie würden nicht mehr wissen, ob mit oder ohne Schutzkonzepte, was das soll und was sie vorbereiten müssen. Die Leute brauchen in dieser Situation Planbarkeit und Sicherheit. Das kann man wirklich einfach auf einem Weg erreichen, den der Bundesrat beschrieben hat und den die Motion 20.3133, "Smart Restart", auch verlangt.

Bircher Martina (V, AG): Geschätzter Herr Bundesrat, Sie haben es jetzt mehrmals angedeutet: Die Schutzkonzepte sind natürlich auch sehr einschneidend für die Wirtschaft. Müssen wir jetzt mit diesen Schutzkonzepten leben, bis es eine Impfung gibt? Und wenn dann diese Impfung verfügbar ist, denken Sie, dass wir dann auf freiwilliger Basis impfen können? Oder denken Sie, dass der Bundesrat sich auf das Epidemien Gesetz abstützen und eine Impfpflicht vorschreiben wird?

Berset Alain, Bundesrat: Danke für die zwei Fragen. Zur ersten Frage: Die Schutzkonzepte können in der Tat auch einschneidend sein. Sie sind einschneidend, und das ist auch bekannt, und wir sehen das auch sehr klar. Man muss aber auch sehen: Was wäre die Alternative? Es ist einfach immer eine Risikoabwägung. Es gibt Leute, die verlangen, alles geschlossen zu halten bis zum Moment, wo es eine Impfung gibt. Das ist aber nicht machbar, das steht ausser Frage. Es gibt auch Leute, die sagen, man hätte nie etwas machen müssen, sondern einfach alles laufenlassen können und sehen, was passiert.

Wir haben einen Zwischenweg gewählt, und wir haben vor allem einen Weg gewählt, der die Gesellschaft und die Wirtschaft in der Schweiz schützt. Daher war es gemäss den eigenen Angaben von Wirtschaftskreisen auch möglich, dass auch in der tiefsten Phase der Krise bei uns trotzdem 70 bis 75 Prozent der Wirtschaft weiterarbeiten konnten. In anderen Ländern waren es andere, viel tiefere Zahlen.

Wir haben diesen Mittelweg – ich würde sagen, einen Schweizer Weg – gesucht, und jetzt kommen wir auch früher als andere mit Lockerungen. Wir machen das wieder einmal sehr schweizerisch und geben den Branchen, den betroffenen Personen, eine grosse Eigenverantwortung, und das heisst dann: Es braucht Schutzkonzepte. Diese Schutzkonzepte wurden, wie bekannt ist, auch mit den Branchen vorbereitet. Sie müssen es uns erlauben, einfach einen Rebound zu vermeiden. Im Fall eines Rebounds haben wir auch einige Beispiele von anderen Ländern: Die gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Schäden sind dann wirklich massiv.

Werden wir jetzt bis zu einer Impfung mit diesen Schutzkonzepten leben müssen? Das werden wir sehen. Das ist auch vom Erfolg der sogenannten Eindämmungsstrategie abhängig, die wir jetzt mit den Kantonen organisieren. Wenn es gutgeht, könnte es vielleicht sein, dass wir auch andere Lockerungen vorsehen könnten. Aber es ist sehr, sehr schwierig, in dieser ungewissen Zeit präzise zu sein bei Aussagen über das Wann und Wie und die Tragweite der Massnahmen. Das hängt sehr stark von der Entwicklung der epidemiologischen Lage ab.

Zur Impfung: Die Impfsituation verfolgen wir seit dem Anfang der Krise sehr genau. Die ersten Male, als wir uns im Bundesrat mit einer Impfung befasst haben, waren sehr früh, weil wir wissen, dass es für ein neues Virus entweder eine gute Behandlung oder eine gute Impfung gibt. Es muss einfach etwas passieren, weil es nicht von selbst verschwindet. Die sogenannte Durchseuchung ist im Moment in der Schweiz und auch in anderen Ländern so tief, dass sie keine Option darstellt. Wir gehen davon aus, dass sie bei uns im Moment weniger als 10 Prozent beträgt.



Das heisst, ja, eine wirksame Impfung würde uns selbstverständlich sehr stark helfen. Was würde der Bundesrat dann im Hinblick auf eine Impfpflicht sagen? Der Bundesrat hat immer gesagt, eine Impfpflicht müsse nicht sein, dürfe schon gar nicht sein. Es gibt im Epidemiengesetz aber die Möglichkeit, in gewissen Fällen, in gewissen Situationen die Impfung strikt zu empfehlen. Gemäss eigenen Angaben und Umfragen, die existieren, haben wir auch zur Kenntnis genommen, dass unsere Bevölkerung sehr froh und sehr glücklich wäre, wenn eine Impfung zu einer besseren Situation in der Schweiz führen würde.

20.3133

La présidente (Moret Isabelle, présidente): La majorité de la commission et le Conseil fédéral proposent d'adopter la motion. Une minorité Wermuth propose de la rejeter.

AB 2020 N 515 / BO 2020 N 515

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.3133/20326)

Für Annahme der Motion ... 125 Stimmen

Dagegen ... 61 Stimmen

(6 Enthaltungen)

20.3134

La présidente (Moret Isabelle, présidente): La majorité de la commission propose d'adopter la motion. Une minorité Rytz Regula et le Conseil fédéral proposent de la rejeter.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.3133/20327)

Für Annahme der Motion ... 93 Stimmen

Dagegen ... 82 Stimmen

(18 Enthaltungen)

20.3136

La présidente (Moret Isabelle, présidente): La majorité de la commission propose d'adopter la motion. Une minorité Bendahan et le Conseil fédéral proposent de la rejeter.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.3133/20328)

Für Annahme der Motion ... 63 Stimmen

Dagegen ... 126 Stimmen

(4 Enthaltungen)